

Des solutions existent : engageons le débat !

La loi sur les stupéfiants donne à notre pays une base légale enviée dans le monde. Partout, des politiciens pragmatiques font référence à notre modèle, qui a été repris dans de nombreux pays européens. Alors que nous faisons encore figure de pionniers dans les années 90, le fossé s'est comblé avec nos voisins, qui reprennent de plus en plus les solutions développées en Suisse. Ainsi, le Danemark et la Norvège ont introduit récemment la prescription d'héroïne et la France parle d'ouvrir des espaces de consommation.

Aujourd'hui, cependant, la Suisse hésite. Elle donne l'impression de perdre confiance dans sa politique, alors qu'elle triomphe enfin sur la scène internationale. La tentation existe parfois de revenir à la politique des années 80, lorsque la répression des consommateurs était vue comme une solution efficace pour faire face aux problèmes de drogues. Or, suite au Letten et aux scènes ouvertes, le peuple a progressivement pris conscience qu'une autre politique, plus nuancée, peut produire de meilleurs résultats. En 2008, la LStup a d'ailleurs été massivement acceptée par 68% des voix.

5 ans après, les outils à disposition dans cette législation restent sous-utilisés (espace de consommation et prescription d'héroïne). Ils demeurent cantonnés à quelques grandes villes en Suisse, où ces services sont bien implantés. Cependant, leur couverture régionale ne correspond pas aux besoins. Nous invitons ainsi les autorités politiques confrontées à des difficultés liées à la drogue de recourir aux instruments de la LStup qui ont fait leurs preuves.

Plus inquiétant encore, le financement vient à manquer. Des réductions budgétaires sont prévues un peu partout, ce qui diminue d'autant l'efficacité de ces services. En effet, les problèmes restent importants sur le terrain et en dessous d'un certain seuil, il devient difficile de travailler.

Le travail de coordination entre les acteurs, par exemple, fait souvent les frais de ces réductions budgétaires. Si les prestations ne sont pas accordées entre elles, notamment entre sécurité et réduction des risques, le danger est grand d'aboutir à des politiques contradictoires, voire inefficaces. L'approche helvétique combine à la fois répression, médicalisation et accompagnement social. Elle demande de la finesse dans la mise en œuvre, pour éviter les dommages collatéraux. Pour avoir des résultats, il faut soutenir les efforts sur le terrain.

Il y a aujourd'hui une grande difficulté à considérer les questions de sécurité. Les chiffres sur 20 ans nous montrent clairement que c'est grâce aux mesures de réduction des risques, en collaboration avec la police, que nous obtenons des résultats. Quand les forces travaillent ensemble, autour d'objectifs réalistes, cela fonctionne. Nous devons faire confiance à notre politique drogue et résolument continuer à nous engager sur le chemin de la politique des 4 piliers.

Contact :

Jean-Félix Savary, secrétaire général, GREA, 079 345 73 19